



Les membres du Parti communiste réagissent aux propos tenus par le docteur Contard qui suggérait un regroupement des maternités public-privé sur le futur Pôle santé de Montredon. Inadmissible pour les communistes. L'occasion aussi pour eux, de défendre l'hôpital public.

*"C'est un coup de gueule", lance comme un uppercut Jean-Pierre Maisterra après les propos tenus par le docteur Contard (notre édition du 3 juillet) au sujet du regroupement de la maternité de la polyclinique et de celle de l'hôpital sur le futur site du Pôle santé de Montredon donc dans un établissement privé.*

*"L'hôpital est malade d'une politique d'austérité mais même affaibli, il a des atouts, il est même irremplaçable. Il faut aider cet établissement à se moderniser alors que certains profitent de son affaiblissement. Il est inadmissible que les deux maternités fusionnent à Montredon, car dans ce genre de rapprochement c'est toujours le privé qui en tire les bénéfices", martèle le responsable de la section locale du Parti communiste Narbonnais regrettant aussi que certains (politiques) se réfugient dans le silence sur ce dossier.*

Pour Rémi Pennavaire, *"quand on parle de Montredon, on parle aussi d'un verrou territorial",* et d'affirmer, *"la clinique est en difficulté pour recruter des médecins. Quant à l'hôpital, il faut lui donner les moyens pour qu'il joue pleinement son rôle d'établissement public".* Jean-Pierre Maisterra décoche un crochet cette fois, *"Les collectivités locales jouent la confusion entre hôpital et clinique sur Montredon. On parle d'hôpital... privé, d'un pôle santé mais cela reste une clinique privée. Alors que l'Agglo verse 25 M€ pour le déplacement de la clinique du Languedoc sur ce site, elle n'est pas capable de participer aux efforts de l'hôpital. Dans quel but, de saboter l'hôpital ?",* s'interroge-t-il. Et de se tourner vers la municipalité : *"De même, 25 M€ pour une salle multimodale, c'est ça les priorités ?*

*"Nous allons faire de l'hôpital, une question centrale pour que les autres candidats aux municipales se positionnent. On ne sait pas ce qu'ils pensent sur ce dossier et nous sommes les seuls à parler de l'hôpital",* reprend Jean-Pierre Maisterra. Les communistes appellent à une réflexion collective sur le sujet : *"Le choix de privilégier le privé, je le combats",* s'emporte alors le responsable de la section. *"L'hôpital doit vivre et les collectivités doivent l'aider".*

Les communistes appellent à un rassemblement le 18 juillet prochain devant l'hôpital, date à laquelle le directeur de l'ARS (Agence régionale de santé) doit se rendre dans l'établissement. Et de conclure, *"Je me souviens du Comité de défense, dans les années 2000, pour sauver les urgences, Michel Moynier (l'ancien maire) en était, il faut que les collectivités s'en mêlent".*